

# le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

ISSN 0241 0494

LE 02 MARS 1997

N° 247

PRIX 4 FF



## A BAS TOUTES LES LOIS

## ANTI-IMMIGRÉS

SOMMAIRE AU VESRO

**S O M M A I R E**

Page 2  
Editorial

é d i t o r i a l

Page 3  
-Immigration : une expulsion qui se termine en émeute.

**A BAS TOUTES LES LOIS  
ANTI-IMMIGRES !**

Page 4  
-Zaïre: Mobutu ou kabila, ...

Le samedi dernier, 100 000 manifestants ont défilé à Paris contre la loi Debré. Le mardi suivant, environ 15 000 autres ont participé à un rassemblement devant l'Assemblée Nationale.

Page 5  
-Mali: les travailleurs n'ont rien à attendre des élections...

Ces mouvements de protestations, qui datent d'une semaine, ont certes fait reculer le gouvernement sur un article de la loi. Celui concernant l'hébergement a été modifié. Ce n'est plus l'hébergeant qui doit déclarer le départ de son invité, mais c'est ce dernier lui-même qui doit le faire auprès des instances préfectorales.

Page 6  
-Côte d'Ivoire: Maire PDCI, maire FPI, tous au service des riches

Ceci dit, les nouvelles dispositions de la loi ne sont que des mesures supplémentaires encore plus répressives contre les travailleurs immigrés. Ainsi on peut par exemple refuser à quelqu'un le renouvellement de sa carte de séjour de 10 ans si la préfecture estime que cette personne trouble l'ordre public.

Page 9  
-La Chine à l'heure de l'après Mao.

En fait les lois contre l'immigration ne sont pas la particularité d'un gouvernement de droite comme celui de Chirac. Rappelons que c'est sous le gouvernement de gauche de Mauroy que le certificat d'hébergement a été institué. C'est aussi sous la gauche qu'on a multiplié les centres de rétention qui existaient déjà sous Giscard. Pasqua a plus tard inauguré l'expulsion par Charter, avec les 101 Maliens, et Edith Cresson, la socialiste, a continué dans ce sens en 1991.

Page 11  
La montée de l'ethnisme et du nationalisme...

Les gouvernements de droite comme de gauche ont par ailleurs entretenu l'idée que les travailleurs étrangers seraient responsables du chômage et qu'il faudrait par conséquent des lois contre l'immigration clandestine. On introduit ainsi la confusion entre travail clandestin et immigration. Le but de toute cette opération étant bien évidemment de détourner la colère des travailleurs des véritables causes et responsables du chômage, des licenciements, de la vie chère. On veut faire croire aux travailleurs français que s'il y a le chômage, l'insécurité, la délinquance, c'est à cause de l'immigration. Tous les gouvernements qui se sont succédé, de gauche comme de droite, ont entretenu cette démagogie pour

**ABONNEMENT**

**FRANCE:** 1 an  
- Pli ouvert : 70 FF  
- Pli fermé : 85 FF  
Le paiement se fait uniquement en liquide ou en timbres-postes courants.

**ETRANGER :**  
Même tarif mais uniquement en coupons-réponses internationaux.

**ADRESSE :**

DUFEAL-COMBAT OUVRIER  
Pour le PAT B.P. 42  
92114 -CLICHY Cedex

opposer les travailleurs les uns aux autres afin de mieux régner. C'est notamment le cas des hommes politiques de droite qui essaient de gagner l'électorat raciste et anti-immigré de Le Pen.

Dans ce contexte, si un certain nombre d'intellectuels ont engagé un mouvement de désobéissance civique contre le projet de loi Debré, c'est une bonne chose. Ceci dit, dans le fond, ce sur quoi ces derniers ont réagi, ce n'était pas contre l'ensemble des lois anti-immigrés, encore moins celles qui étaient instaurées sous les gouvernements de gauche, mais surtout contre une petite partie de cette loi concernant la déclaration obligatoire à déposer à la mairie après le départ d'un visiteur.

En tout cas cette réaction et les manifestations qui ont suivi ont fait reculer le gouvernement sur un des articles. Mais le problème reste entier car c'est l'ensemble des mesures qui sont inacceptables et révoltantes.

La lutte contre les lois anti-immigrés a aussi mobilisé un certain

nombre d'organisations françaises de gauche et les travailleurs immigrés ont tout intérêt à participer puisqu'ils sont les plus concernés.

Avec les nouvelles mesures contre l'immigration, le gouvernement s'attaque à la fraction la plus vulnérable de la classe ouvrière en France. Et cela fait partie d'une attaque contre les travailleurs en général lorsqu'on voit se multiplier les licenciements, le chômage, les restrictions des lois sociales sur la santé, les allocations diverses.

C'est pour cela que la lutte la plus efficace serait de s'attaquer aux causes véritables de cette division entre travailleurs immigrés et français. Les véritables responsables de cette situation, ce sont les capitalistes qui par les licenciements, rendent la vie des travailleurs de plus en plus précaires, abaissent le niveau de vie, augmentent la pauvreté et la délinquance. C'est la mobilisation de l'ensemble de la classe ouvrière de ce pays qui pourra ouvrir une autre perspective meilleure.

### IMMIGRATION

#### **UNE EXPULSION EN CHARTER QUI SE TERMINE EN EMEUTE**

Dans la nuit du 27 février, lors l'atterrissage à l'aéroport de Bamako, une émeute a éclaté à bord du charter (c'est le 36ème du genre sous J. L. Debré) affrété par le ministre de l'intérieur français pour expulser 77 ressortissants maliens dont 49 en situation dite irrégulière et les 28 autres sortis de prison et renvoyés chez eux pour des motifs de "trouble à l'ordre public".

Selon les informations officielles, cette bagarre aurait fait 22 blessés parmi les policiers qui étaient au nombre de 47 pour accompagner les expulsés. Ceux-ci

qui avaient certainement subi des humiliations étaient tellement à bout des nerfs qu'ils n'ont pas pu s'empêcher de laisser exploser leur colère. Même l'avion a subi des dégâts : sièges arrachés, hublots cassés.

Ce n'est pas la première fois qu'un tel incident se produit. Déjà au mois de septembre 1996, après l'expulsion brutale de sans-papiers, dont certains de Saint-Bernard, une bagarre du même genre avait éclaté lors de l'atterrissage de l'avion charter à Bamako.

Rappelons que l'expulsion

musclée des sans-papiers de l'église Saint-Bernard, le 23 Août dernier, par 1500 CRS, avait à juste titre choqué bien des gens en France mais aussi à Bamako et à Dakar entre autres où elle a été perçue comme une insulte, un mépris total du gouvernement français à l'égard de toute la population africaine. Une grève de solidarité avait été observée par le personnel de l'aéroport de Dakar et de Bamako. Celui-ci avait refusé de décharger un avion transportant des expulsés. Une manifestation de soutien avait même eu lieu à Bamako. Des manifestants avaient aussi protesté contre la venue du ministre de la coopération du gouvernement de Juppé.

Cette fois, on a fait atterrir l'avion tard dans la nuit pour éviter que des gens viennent accueillir les expulsés et manifestent en guise de solidarité. Seulement voilà: la révolte à bord de l'avion était tellement violente que les 47 policiers

n'arrivaient pas à venir à bout des émeutiers. Ils ont fait appel à la police de Bamako. Le gouvernement malien a envoyé en renfort une vingtaine de policiers locaux qui ont, eux aussi, fini par être débordés. C'est finalement toute une compagnie de forces de l'ordre qui a été dépêchée. Les 77 expulsés ont été emmenés en garde à vue.

Le gouvernement de Konaré a ainsi démontré que même si hypocritement certains responsables font semblant de s'indigner sur le sort que le gouvernement français fait subir aux travailleurs maliens en situation irrégulière en France, il y a une solidarité de fait entre les deux gouvernements. Et il ne faut surtout pas que des travailleurs se laissent tromper par les larmes de crocodiles que les dirigeants maliens vont probablement déverser sur le sort de ceux qui souffrent des loi anti-immigrés en vigueur en France.

#### ZAIRE

### **MOBUTU OU KABILA, C'EST PAREIL POUR LES MASSES PAUVRES!**

Mobutu, le dictateur sanguinaire du Zaïre, se trouve en difficulté devant l'offensive des rebelles dirigés par Laurent Kabila. Malgré la contre-attaque organisée par le pouvoir dans l'espoir de reprendre le terrain perdu, les rebelles continuent de progresser; ils contrôlent, semble-t-il, 20% du territoire, dans l'est. Des centaines de mercenaires officiellement achetés par Mobutu pour pallier la défaillance de son armée n'ont pas changé grand chose à la situation.

L'armée du dictateur, devenue au fil des années une armée de brigands de grand chemin ne sachant que racketter la population, est complètement disloquée et donc incapable de défendre le régime. De plus les soldats du rang sont

rarement payés. Et quand la paie tombe, c'est avec des billets de Zaïre qui ne valent presque rien. Par le passé, ces soldats ont manifesté dans les rues de la capitale pour exiger une augmentation de leurs soldes. Ils en ont profité pour se servir dans les grands magasins mais aussi chez des petites gens.

Mais Mobutu a fait la sourde oreille. Il préfère s'occuper de sa garde présidentielle (essentiellement composée, paraît-il, de gens de son ethnie), bien payée et bien entretenue, que l'armée nationale. Alors, quand le conflit a éclaté, une partie des soldats de cette armée délaissée a rallié avec armes et bagages le camp des rebelles de Kabila.

D'un côté, le régime affiche sa

ferme volonté d'en finir avec la rébellion. Pour cela, il tue et torture les gens. Des villages soupçonnés de faire allégeance aux rebelles sont incendiés. Le 18 février dernier, la ville de Bukavu, capitale du Sud-Kivu aux mains des rebelles, a été bombardée à plusieurs reprises par l'aviation: 11 morts et plus de 30 blessés.

De l'autre, les rebelles utilisent les mêmes méthodes que le régime en place pour la conquête du pouvoir. Les villageois, les citoyens fuient devant eux de peur d'être massacrés. Et dans les localités qui passent sous leur contrôle, ils sèment la terreur par leurs armes.

Dans ce conflit armé, une fois de plus, les principales victimes, ce sont les populations zaïroises et les réfugiés des pays voisins, notamment du Rwanda et du Burundi. Elles sont prises en otages, entre deux feux. Et personne ne peut pour le moment dire quand le conflit va cesser.

Qu'il y ait une solution

négociée à la crise (l'ONU a élaboré un plan de paix, et Mandela parle de négociation entre les deux belligérants sous son égide en Afrique du Sud), ou que Kabila et ses hommes s'emparent du pouvoir, rien ne va changer au sort des populations.

Mobutu, bien sûr, est une ordure, un dictateur qui a pillé les richesses du pays. Si son régime tombe, personne ne s'en plaindra. Mais Laurent Kabila qui se présente aujourd'hui en sauveur, ou tout autre politicien bourgeois, fût-il de l'opposition, ne sera pas mieux. Tous, Kabila aussi bien que les autres, ne cherchent qu'à discuter à tout prix avec Mobutu pour se hisser à la mangeoire gouvernementale.

Alors les masses déshérités du Zaïre ne pourront s'en sortir que si elles luttent pour leur propre compte, de façon indépendante, contre tous les riches et les politiciens à leur solde.

## MALI

### **LES TRAVAILLEURS N'ONT RIEN A ATTENDRE NI DU POUVOIR ACTUEL NI DES PARTIS D'OPPOSITION**

Selon le calendrier fixé par Konaré, une série d'élections devrait avoir lieu au Mali, du mois de mars à juin de cette année. Les législatives devraient avoir lieu les 9 et 23 mars, les présidentielles les 4 et 18 mai et enfin les municipales le 1er juin. Mais personne ne sait si le calendrier sera respecté.

Quoi qu'il en soit on peut déjà dire que les travailleurs, les petits paysans et l'ensemble de la population pauvre malienne n'ont rien à attendre de ces élections où, de toutes façons, il n'y aura que des notables proches du pouvoir qui vont s'accrocher à leurs postes pour

garder leurs privilèges ou des grands partis de l'opposition à la recherche des postes de sinécure.

Il y aura en gros trois blocs dans ces élections : le premier, l'ADEMA, lié au pouvoir actuel, le second, le MPR, lié à l'ancien pouvoir de Moussa Traoré (et qui regroupe quelques partis d'oppositions dont le CNID); le dernier bloc étant l'US-RDA (l'ancien parti unique de Modibo Keita qui regroupe également quelques autres petits partis d'oppositions).

Ces élections procureront-elles de quoi manger pour l'ensemble de

ces dinausaures politiques ? Il faut croire que non puisque déjà 43 députés du parti actuellement au pouvoir n'ont pas été autorisés à se représenter pour un deuxième mandat. C'est, paraît-il, une foire d'empoigne au sein de l'ADEMA entre candidats à la candidature.

C'est cette course à la mangeoire qui est la préoccupation essentielle de l'ensemble des politiciens du Mali. La seule différence avec l'époque du parti unique, c'est qu'aujourd'hui il y a largement plus de candidats que de

postes à pourvoir. Mais le sort des travailleurs et des populations pauvres qui souffrent de la misère n'intéresse pas ces gens-là. Ceux du pouvoir comme ceux de l'opposition (dont la plupart est lié aux régimes précédents) n'ont que du mépris pour les exploités. Alors si ces derniers veulent qu'on entende leurs voix et qu'on tienne compte de leurs aspirations à une condition de vie meilleure, ils n'auront pas un autre choix que celui de la lutte collective : celle des exploités contre leurs exploités et les politiciens à leur solde.

#### COTE D'IVOIRE

### **MAIRE PDCI, MAIRE FPI TOUS AU SERVICE DES RICHES**

Amondji, maire FPI (parti d'opposition) d'Adjamé, a annoncé la couleur aux petites marchandes d'Adjamé: déguerpissement de tous les vendeurs du marché en mars.

Cette nouvelle a mis en colère les femmes de ce marché. Elles l'ont manifesté en marchant bruyamment dans les rues de la commune, d'où elles ont été brutalement dispersées par les forces de l'ordre. Comment

vont-elles faire pour nourrir leurs familles? Comment peut-on les chasser comme ça, comme moins que rien, enlevant ainsi leur petit revenu? Ce n'est pas possible! Et pourtant, si! Ce maire FPI et derrière lui, le gouvernement PDCI, ont d'autres priorités. Le sort de ces vendeuses, dont le revenu (souvent le seul) permet de faire vivre toute une famille, ne rentre pas dans la priorité de ces messieurs-là.

Aux vendeuses qui demandent un délai d'un an, le temps de se retourner, Amondji a montré son total mépris. Il répond dans la presse du 4 février: "la mauvaise foi est la chose la mieux partagée à Adjamé (...). On me demande de reculer le délai de déguerpissement d'un an. Pourquoi? Ce ne sont pas des habitations que ces commerçants occupent?"

Invité au journal "Fraternité-matin" qui lui consacre deux pleines pages dans sa livraison du 14 février, il dit: "Je voudrais que nous développons notre chère Côte



Une vendeuse d'ignames

d'Ivoire dans la fraternité et la convivialité." C'est là un exemple de phrase qui montre à quel point les uns comme les autres, ceux du pouvoir comme ceux de l'opposition, ont rigoureusement la même politique, le même langage, pour peu qu'ils accèdent à des postes.

"Nous voulons un marché digne d'Abidjan", nous dit Amondji. Tout ça, ce ne sont que des mots. Ce qu'ils veulent en fait, c'est augmenter et systématiser le racket qu'ils opèrent sur les vendeurs de ce marché. C'est pourquoi ils ont besoin de mettre tout le monde dehors pour les recenser ensuite un à un, et les faire payer.

D'ailleurs les femmes le disent: le maire leur demande de payer dès maintenant la somme de 350 000 F CFA par vendeuse, pour occuper une place de 1,25 m<sup>2</sup> au rez-de-chaussée, et 750 000 F au premier étage pour 2,5 m<sup>2</sup> dans ce futur marché.

Quelles vendeuses d'attieké, d'ignames ou de gombo peuvent payer une telle somme? De plus, dans le même temps, on leur demande de quitter les lieux! Le cynisme de tous les politiciens de la bourgeoisie n'a pas de borne. Amondji dit même qu'il ne dispose pas dans le budget de sa commune de la somme de 4,8 milliards de F CFA

que nécessite le financement de ce nouveau marché. Il compte par conséquent sur les futures occupantes pour lui avancer cette somme.

Voilà avec quel mépris des petites gens, ce genre de politiciens gèrent leurs affaires. Ceux du pouvoir ou ceux de l'opposition qui participent déjà à la mangeoire disent qu'ils oeuvrent pour le "développement" de la "nation". Les autres, ceux qui se bousculent encore à la porte, parlent pour l'instant plus volontiers de "démocratie". Seulement "développement de la nation" ou "démocratie" ne sont que des déguisements derrière lesquels se cachent des politiciens au service de la classe des riches.

Il n'y a pas longtemps, Amondji parlait de "démocratie" ou d'"intérêt du peuple". A peine à la tête d'une municipalité, il envoie déjà la police frapper à coups de matraques les petites gens, qu'il a du mal à rançonner.

Il ne s'agit pas d'une bavure. Si c'était le cas, ses petits copains qui dirigent le FPI l'auraient désavoué et rappelé à l'ordre. Par leur silence, Amondji bénéficie de leur consentement. Ca en dit long sur ce parti.

## DECENTRALISATION

### **UNE TROUVAILLE DU FPI POUR UN PRETENDU DEVELOPPEMENT**

Lors de la clôture d'un séminaire consacré le mois dernier à la formation en gestion des maires FPI, Mme Simone Gbagbo, chargée de la formation politique dans son parti, "a souligné la nécessité de continuer le combat pour obtenir la décentralisation, seule voie, selon elle, pour parvenir au développement du pays", a rapporté "Le Republicain ivoirien" du 30 janvier dernier.

Une telle affirmation, pour être un peu convaincante, mérite quelques explications. Mais ni Mme Gbagbo, ni son parti n'en donne aucune, comme si cela va de soi. Le fait d'instaurer la "décentralisation" dans une commune ne va pas permettre, comme par miracle, à celle-ci d'être plus riche qu'avant.

Toute l'économie du pays repose

essentiellement sur la production du café et du cacao. Si les prix de ces deux produits chutent et qu'il n'y a pas assez d'argent pour l'Etat et encore moins pour les paysans, comment une commune peut faire pour se développer dans une situation de pauvreté généralisée? Elle ne peut que subir une telle situation face à laquelle les pays producteurs de matières premières sont impuissants, car ce n'est pas eux qui décident des prix de celles-ci. Les prix, comme chacun sait, sont décidés par les pays riches qui le font uniquement en fonction de la fameuse loi du profit.

Dans ces conditions, la "décentralisation" ne peut permettre qu'aux élus communaux d'avoir les mains plus libres afin de prendre davantage d'initiatives sur le plan local. C'est le cas de la France devenue un peu plus décentralisée

avec l'arrivée au pouvoir en 1981 du Parti socialiste français -qui sert d'ailleurs de modèle au FPI. Mais si, dans ce pays riche, la décentralisation n'est pas -et ne peut être- un moyen d'accroissement des richesses, comment cela est-il concevable dans un pays pauvre? Encore que dans nos pays, cela comporte le risque d'aggraver les détournements de fonds publics qui existent déjà à tous les postes de responsabilité où il y a quelque chose à détourner.

En parlant de décentralisation comme seul moyen de développement, Mme Gbagbo cherchait simplement à faire croire que le FPI a une autre politique que celle du PDCI. Mais cela ne doit tromper personne, surtout en ce moment où les deux partis sont d'accord sur l'essentiel et que le FPI n'exclut pas son entrée dans un "gouvernement d'ouverture".

## **UNE JUSTICE POURRIE DANS UNE SOCIETE POURRIE !**

Tout récemment, après un procès d'une femme accusée de vol, le Tribunal de Poitiers a décidé de la relaxer en estimant que "l'état de nécessité" dans laquelle elle se trouvait était "supérieur au délit de vol". Cette femme se trouvait en réalité dans l'impossibilité de nourrir ses deux enfants et, de fait, n'avait d'autre choix que de se servir dans les supermarchés afin que sa famille ne meure pas de faim.

Cette décision du tribunal a été saluée par la presse comme un grand acte d'"humanisme". C'est la preuve, dit-elle, que la justice en France est une "justice humaine". Certains ont même rappelé à cette occasion, le nom de Jean Valjean, le héros du livre de Victor Hugo "les Misérables", qui a été condamné au bagne pour avoir volé une miche de pain. C'est bien, disent-ils, que la justice tienne compte des cas où le vol d'aliments est dicté par la faim. Et pendant

que ces messieurs se félicitent d'avoir une justice "humaine", on veut faire oublier toutes les "affaires", les magouilles, les détournements de fonds commis par des politiciens hauts placés (dans le pouvoir actuel comme dans ceux qui ont précédé) qui ont soit bénéficié de non lieu, soit été amnistiés, soit dont l'affaire a été tout simplement enterrée. On veut faire oublier également que c'est l'exploitation capitaliste, tout à fait "légale" elle, ainsi que le lot de chômage et de misère qui accompagnent la crise du capitalisme, qui réduisent toujours plus de personnes à la mendicité, à la marginalité et à la délinquance.

Qu'une personne soit réduite à voler pour se nourrir ou pour nourrir ses enfants, est la preuve même qu'il y a quelque chose de profondément pourri dans cette société. Une société où les richesses abondent, où l'on met les



travailleurs au chômage parce qu'il y aurait trop de production, où l'on jette des fruits et des légumes parce que s'il y en a de trop les prix vont chuter, n'est pas une société humaine. Et la justice, dans une telle société aux mains de la bourgeoisie, n'est pas plus humaine que le reste des institutions même quand elle fait quelques rares fois des petits gestes envers les déshérités.

Rappelons que les bourgeois, à l'époque de Jean Valjean justement, savaient aussi faire quelques gestes de charité chrétienne, qu'il y avait

des dames patronnesses qui allaient, après la messe du dimanche, rendre visite aux familles des travailleurs exploités féroceement par ces mêmes bourgeois.

Eh bien, les travailleurs, les exploités, n'ont pas besoin de charité et de "cadeaux". Leur dignité, ils ne peuvent l'obtenir qu'eux mêmes, par leur lutte collective en prenant conscience que tant que cette société basée sur la recherche du profit ne sera pas balayée, elle portera toujours atteinte à la dignité humaine.

## **LA CHINE A L'HEURE DE L'APRES DENG**

Le dirigeant chinois Deng Xiao Ping est mort. La Chine est le pays le plus peuplé du monde : un milliard et demi d'habitants. Elle a presque la taille d'un continent, un continent sous-développé. Mais le sous-développement de la Chine ne date ni d'aujourd'hui ni de la période de Mao. Il remonte à l'époque coloniale, au pillage auquel se livrèrent les grandes puissances pendant près d'un siècle.

La révolution chinoise de 1949 mit un terme au dépeçage auquel se livraient les impérialistes par l'intermédiaire du pouvoir corrompu de Tchang Kai Tcheck. Le régime a adopté l'étiquette communiste, mais était en réalité un régime nationaliste. Il voulait faire de la Chine une puissance industrielle soustraite au pillage et à l'humiliation des grandes puissances. Mao cherchait à collaborer avec les bourgeois "patriotes" et même avec les puissances impérialistes si celles-ci acceptaient bien de développer le pays. Mais ce sont les USA qui ont décrété un véritable blocus économique, contraignant Mao à se tourner vers l'URSS et à copier sa façon de faire pour tenter de se développer dans un environnement

hostile. C'est ainsi que l'Etat chinois a été amené à prendre en charge l'ensemble de l'économie du pays, à collectiviser, nationaliser à cause de la faiblesse de la bourgeoisie chinoise, et aussi du boycott opéré par les capitalistes occidentaux.

Pendant plus de 26 ans la bourgeoisie chinoise, sous la houlette de celui qui se proclamait le "grand timonier", était repliée sur elle-même. Par ailleurs, l'étranglement économique et financier de la Chine était accompagné de la surexploitation de la population, en particulier la paysannerie. Le cours actuel de l'ouverture chinoise vers l'extérieur a commencé du vivant même de Mao. Il est mort en 1976. Peu de temps avant son décès, il avait reçu Nixon, président des USA, en visite officielle à Pékin.

A partir de cette date l'embargo américain a été petit à petit levé; les investissements et les crédits étrangers commencèrent. Les successeurs de Mao ont mis en place à partir de 1979 de nouvelles orientations économiques intitulées les "réformes". Depuis cette date la Chine tente de nouveau un

développement en liaison avec le marché mondial.

Les régions riches qui produisent davantage de produits exportables (coton, céréales, viandes) ont été favorisées afin que l'agriculture soit davantage mécanisée. Cela entraîna une certaine disparité dans les régions. Parallèlement, les parcelles individuelles passèrent de 5 à 15%. Une véritable petite bourgeoisie agricole a pu émerger au dessus de l'énorme majorité surexploitée. Dans l'industrie un système de gestion similaire à celui des compagnes fut mis en place. L'Etat encouragea les investissements privés nationaux et internationaux.

Des Zones Economiques Spéciales (ZES) furent créées. Ce sont des sortes de zones franches où les capitalistes ont le droit d'échapper aux législations en vigueur. Les travailleurs y sont surexploités et touchent un salaire de misère équivalent à 100 FF mensuel environ (dans les entreprises d'Etat ils touchent le double). Les travailleurs doivent y effectuer 15 heures par jour et souvent 7 jours par semaine. Certaines ZES, telle celle de Shenzhen au sud du pays, sont entre les mains des galonnés de l'APL (Armée Populaire de Libération). La modernisation de l'armée qui faisait partie des quatre grands projets de Deng a fait qu'une partie d'entre elle a été invitée à se reconvertir dans le secteur industriel. Certains militaires sont à la tête d'un véritable empire économique. Pour tous, nouveaux riches, notables, chefs de la police et de l'armée, il s'agit de s'enrichir le plus rapidement possible par n'importe quel moyen.

Non seulement les autorités ferment les yeux mais souvent elles les encouragent dans ce sens. La conséquence de cela, c'est qu'une grande partie de la population, dans les campagnes comme dans les villes, est laissée-pour-compte.

Parallèlement on voit l'émergence d'une bourgeoisie avide et corrompue comme avant la révolution de 1949. Au fil des ans et des réformes économiques les petits bourgeois s'enrichissent. Ils fréquentent les "Mac Do" et autres "Pizza Hut" de Pékin et de Changhaï et leurs enfants s'habillent de vêtements de marques occidentales.



Deng Xiao Ping

Avec l'arrivée de l'impérialisme, ce sont les tares du passé qui ressurgissent. Les boîtes de nuit refont leur apparition ainsi que les maisons de passe (pour l'instant cela s'appelle les bars Karaoké). A la vitesse où vont les choses, on n'est plus très loin de l'héroïne ou du Krack, à moins que ces drogues ne soient déjà apparues.

La Chine n'a jamais été communiste. Pendant plusieurs dizaines d'années, des intellectuels petits bourgeois des pays sous-développés s'inspiraient de ses slogans baptisés "anti-impérialistes" ou "progressistes".

Avec la main tendue à l'impérialisme, le verbiage anti-impérialiste des dirigeants chinois

s'est éteint et avec lui tout espoir de "voie chinoise vers le socialisme". Le seul avenir que l'ouverture au marché mondial et les investissements des capitalistes des pays riches pourront offrir à la Chine sera d'être un pays comme l'Inde, c'est-à-dire un pays peuplé mais sous-développé avec des

inégalités sociales profondes.

Le socialisme ou le communisme ne peuvent être que le produit d'une révolution dirigée par la classe ouvrière à l'échelle internationale. Celle que tous les travailleurs d'Asie, d'Afrique, d'Europe ou d'Amérique ont à préparer.

## **LA MONTEE DE LA POLITIQUE ETHNISTE ET DU NATIONALISME DANS LES PAYS AFRICAINS**

A la faveur des combats qui se déroulent dans l'Est du Zaïre, une fois de plus, la situation en Afrique fait l'objet de discussions dans l'immigration. Pour certains, ce sont les dirigeants qui sont responsables de ces guerres ethniques. Pour d'autres, l'ethnisme est une réalité et ces conflits sont inévitables. D'autres encore, prenant leur propre incapacité pour des réalités objectives, prétendent que tel est le sort des peuples africains et on n'y peut rien. Et ceux qui se hasardent un peu à parler d'avenir ne proposent que des gadgets et autres solutions éculées du genre "Etat de droit", "intégration régionale", etc...

C'est le capitalisme qui tue  
l'Afrique...

Mais d'où vient tout cela? Est-ce que ce serait tout simplement le fait des dirigeants ou des préjugés et autres anciens rapports entre les populations, comme le prétendent certains? Assurément pas! La cause profonde des guerres ethniques, de la misère, du sous-développement en général en Afrique est le capitalisme.

Le Rwanda, le Zaïre, l'Angola, le Libéria, le Soudan..., nombreux sont en effet les pays africains qui sombrent non seulement dans la misère mais aussi des affrontements ethniques, où des bandes armées font la loi, opposent les populations les unes aux autres, se servent de leurs cadavres comme marche-pied pour accéder au pouvoir. D'autres conflits de ce type sont encore possibles, car dans chaque pays africain, il y a un Rwanda, un Burundi qui est en sommeil. Il n'est même pas exclu que ces conflits se généralisent et que demain toute l'Afrique soit transformée en un vaste camp de concentration dans lequel les populations s'entre-déchireraient sur des bases ethniques.

Dans les premiers pays d'Europe où il est né, en Angleterre, en France, en Allemagne, en Italie, etc, le capitalisme a créé de grands ensembles. Il les a unifiés politiquement, économiquement, linguistiquement et culturellement. Cette unification ne s'est pas faite évidemment en un jour. Pour la France par exemple, divisée dans un passé lointain entre de nombreux particularismes régionaux, des dialectes divers dont l'ensemble ressemblait à bien des égards aux divisions ethniques des pays africains, il a fallu plusieurs siècles d'évolution, pour que les différents particularismes se résorbent pacifiquement ou dans la violence. Cette évolution dans le sens de l'unification nationale était liée au développement de l'économie capitaliste et de la classe bourgeoise porteuse et bénéficiaire de cette économie.

C'est la révolution française qui, en détruisant la classe féodale et le pouvoir du roi, a fusionné toutes ces régions au nom de l'unité du peuple français. La bourgeoisie, qui était révolutionnaire à l'époque, a pris la tête de l'ensemble des masses pauvres du pays, au nom de "l'unité de la nation, et a réussi ainsi à transformer radicalement la société. C'est du creuset de cette révolution qu'est née la France actuelle. Ensuite grâce au pillage du reste du monde et notamment de l'Afrique, cette même bourgeoisie a jeté les bases d'un développement économique qui a permis d'achever et de renforcer le sentiment d'appartenir à une même nation ou une même communauté de destin.

Mais en Afrique, les choses se sont passées différemment. Quand il s'est implanté sur ce continent, le capitalisme n'était plus révolutionnaire. Il était déjà devenu pourrissant. Ainsi, au lieu de faire surgir des révolutionnaires du genre de ceux qui avaient



Réfugiés rwandais au Zaïre

réalisé l'oeuvre colossale de la révolution française, il nous a

apporté des militaires, des colons, des commerçants avides de profit, des missionnaires et autres aventuriers de tout poils, qui se sont appuyés d'abord sur les notables, les chefs, et plus tard sur des gens comme les Houphouët, Tombalbaye, etc, tout en utilisant déjà le tribalisme, l'ethnisme pour consolider leur domination. Au lieu de la science, du progrès, au nom desquels la bourgeoisie avait fait sa révolution, le même système chez nous s'est servi des traditions rétrogrades, de la religion, de la polygamie, des castes, des pouvoirs des chefs, de l'obscurantisme et des superstitions pour s'imposer.

Mais c'est surtout économiquement, socialement que le capitalisme a fait le plus de mal à l'Afrique. Si ailleurs, comme en France, grâce notamment aux pillages des autres régions du monde, ce système a permis de bâtir des sociétés développées, en Afrique, c'est tout le contraire. La pénétration de l'argent dans les vieilles sociétés les a progressivement démolies mais elle n'a surtout rien construit de viable en place.

Infiniment plus que toute autre chose, c'est l'action souterraine des forces économiques qui est entrain de transformer radicalement et de détruire progressivement l'Afrique ancestrale. La loi de l'argent tue le village, détruit l'Afrique ancestrale, parce que toute l'économie d'aujourd'hui est ainsi conçue et ne peut plus se passer de l'argent. Quelle différence avec l'époque du colonialisme où on a dû imposer l'impôt pour convaincre le villageois à travailler pour l'argent, à produire du cacao, du coton ou de l'arachide ! Aujourd'hui, c'est "naturellement" pourrait-on dire, par l'intermédiaire des lois économiques, que s'impose la supériorité de ce qui rapporte de l'argent sur ce qui sert à satisfaire les besoins des

villageois. Ainsi la culture vivrière disparaît devant les cultures de rentes, celles qui rapportent de l'argent. Même le village le plus reculé, le plus éloigné des routes, qui n'a ni eau courante ni électricité, travaille maintenant pour le marché mondial, pour l'argent.

Et le bilan est lourd : l'Afrique est devenue exportatrice des matières agricoles. Elle nourrit l'Europe et même le bétail des pays riches, mais elle ne parvient plus à se nourrir elle-même. La production du cacao, du café, de l'arachide ou du coton augmente mais le nombre des affamés et des sous-alimentés se développe aussi. Au plus fort de la sécheresse de 1973, on estimait à 80 millions le nombre de sous-alimentés. Mais il est à plus de 200 millions aujourd'hui. Ce sont des dizaines de millions de tonnes de céréales que l'Afrique importe aujourd'hui contre seulement 2 millions en 1960.

Voilà la source profonde de la disparition de l'Afrique des villages! Les campagnes se vident car la misère chasse les gens des villages vers les villes. Mais cette évolution se fait sur un fond de misère de plus en plus catastrophique. Les masses paysannes pauvres ont été jetées dans les villes, les campagnes traditionnelles ont quasiment disparu, comme au début du capitalisme en Angleterre ou en France. Mais si le capitalisme a chassé les paysans des campagnes, il ne leur offre pas de travail dans les villes en conséquence. Seule une petite fraction des prolétaires trouve du travail dans l'industrie ou dans les grandes entreprises. La grande majorité est contrainte de vivoter de travail occasionnel, dans ce qu'on appelle maintenant la planète des bidonvilles, sans ressource stable, sans logement assuré, sans moyen de se nourrir, se soigner ou s'éduquer.

Abidjan, Lagos, Kinshasa et autres capitales africaines, qui passaient avant pour les plus modernes, sont devenues aujourd'hui de véritables concentrées de poudre explosive. Le capitalisme les a transformées en de véritables jungles où les plus forts vivent sur le dos des plus faibles. Des quartiers entiers sont sous le contrôle des gangs qui y font la loi. C'est la lutte pour la survie, "chacun se cherche" pour s'en sortir, comme il peut et souvent au détriment des autres. C'est le règne des sentiments les plus bas, de la cupidité, de l'égoïsme et de l'individualisme. Car, c'est connu, la misère ne favorise pas les relations humaines.

Certes, d'une certaine façon, les grandes villes constituent tout de même un creuset qui brasse et mélange les ethnies. Mais en raison de la misère et des conditions réactionnaires du capitalisme pourrissant, cette évolution, cette fusion ne va pas jusqu'au bout. La fusion des ethnies ne peut se réaliser que dans une certaine mesure. Dans la lutte pour la survie que se mènent des millions de pauvres, beaucoup d'entre eux pensent que l'ethnie pourrait être un refuge. Mais surtout, pour arriver au pouvoir ou s'y maintenir, la caste politique s'appuie sur ces préjugés, les renforce et pousse dans le sens de la division sur ces bases-là. Les différents politiciens exploitent les frustrations et le mécontentement des masses pauvres qu'ils canalisent à leur manière. Ceux qui sont au pouvoir se présentent volontiers comme les défenseurs surtout des intérêts des gens leur ethnie. Symétriquement, les politiciens de l'opposition combattent le pouvoir en utilisant les mêmes armes que lui. Aussi "démocrates" qu'ils veuillent apparaître, ils ne combattent pas la politique tribaliste des pouvoirs en place au nom de la cohabitation fraternelle de toutes les ethnies

mais plutôt au nom de l'ethnisme de leur propre ethnité aussi.

C'est cette logique -là, cette politique, qui est à la base des différentes guerres ethniques, qui a conduit aux massacres au Rwanda, au Burundi, au Zaïre ou au Libéria!

La ligne de démarcation n'est pas entre telle ethnité et telle autre. Mais entre riches et pauvres, bourgeois et prolétaires.

Dans la société actuelle, l'opposition fondamentale n'est pas celle qui semble la plus visible, celle en tout cas que les journalistes mettent en évidence et que les hommes politiques utilisent et excitent. Si l'on considère un pays comme la Côte d'Ivoire, par exemple, elle n'est pas entre Baoulés et Bétés ou Baoulés et Dioulas ou entre "Ivoiriens" et "non Ivoiriens". L'opposition fondamentale est entre riches et pauvres, bourgeois et prolétaires, exploités et exploités.

Les travailleurs, et les masses pauvres en général n'ont aucun intérêt à faire confiance aux politiciens bourgeois et aux journalistes à leur solde quand ils parlent de "l'ivoirité", de la "nation", de "l'intérêt général", de l'ethnité, de la religion, etc. L'ethnisme, le nationalisme ou l'intégrisme, chacune de ces politiques est un piège dans lequel les politiciens bourgeois cherchent à entraîner les pauvres. C'est un moyen dont ils se servent pour détourner leurs luttes, leurs colères, et les diriger vers des voies sans issues. Tous ces politiciens qui cherchent à les opposer les uns aux autres sur des bases ethniques ou à les unir derrière eux au nom du nationalisme, de "l'ivoirité", visent tout simplement à se servir d'eux comme un tremplin ou chair à canon pour se hisser au pouvoir.

La "nation" ou "l'ethnité" des bourgeois africains n'est pas ce

qu'ils veulent faire croire. Leur nation ou leur ethnité, la vraie celle-là, c'est quelque chose de plus vaste : c'est celle des riches, du coffre-fort, de la mafia, des vrais bandits qui pillent les richesses de nos pays et condamnent des millions de gens à mourir tout simplement de misère. Voilà leur véritable ethnité, où l'on trouve évidemment des riches noirs bien de chez nous, bien sûr, mais aussi des Blancs, des Français, des Américains, des Allemands et autres, tous unis par la volonté commune d'exploiter les pauvres, quelle que soit leur ethnité ou pays.

Inversement, les travailleurs et les africains pauvres en général n'ont pas non plus de patrie ou d'ethnité à défendre. Quelles que soient leurs origines culturelles, leurs croyances, ils constituent une classe à part, celle des travailleurs, des opprimés, qui subissent la même misère, les mêmes maladies et la même dictature, imposées par tous les riches, sans exception. Par conséquent, la seule chose qu'ils aient à défendre, ce sont leurs intérêts communs, les intérêts de tous les prolétaires, quels que soit leur ethnité et leur pays d'origine.

Seul le prolétariat organisé peut détruire le capitalisme et en finir avec les divisions et les guerres ethniques...

L'avenir, c'est la formation des grands ensembles et la cohabitation fraternelle des peuples: l'unification de tous les Etats actuels dans le cadre d'une fédération des Etats Unis Socialistes d'Afrique. Mais cela ne peut se faire dans le cadre du système actuelle qui alimente l'ethnisme, le nationalisme, la concurrence, la lutte des uns avec les autres, les divisions de tout genre. La seule perspective, c'est d'en finir avec le capitalisme, de

retourner contre lui les forces qu'il a mises en branle, car tant que ce système durera, il n'y aura pas de vie digne de notre époque pour les masses pauvres et aucun problème, y compris les guerres ethniques, ne pourra trouver des solutions.

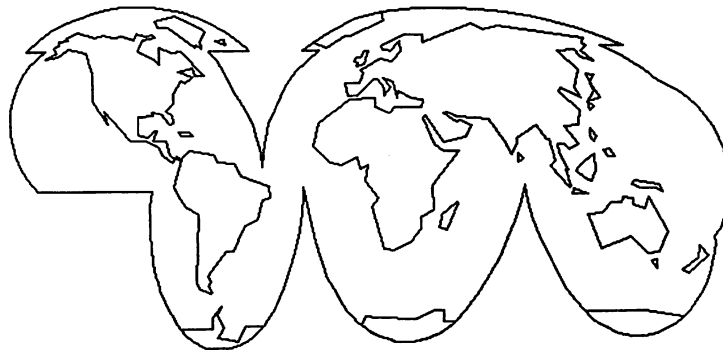
En pénétrant l'Afrique, la loi de l'argent n'a pas produit que des misérables, des chômeurs et des paysans déracinés. En peu d'années, elle a produit aussi une classe ouvrière dans tout le continent et dans certains pays de véritables concentrations ouvrières. Et ces travailleurs sont bien autre chose que des déclassés et des déracinés. Ils peuvent construire une nouvelle solidarité entre eux, une conscience nouvelle, collective, porteuse d'avenir, qui saurait unir les hommes et les femmes d'ethnies et de religions différentes mais en butte aux mêmes problèmes et ayant les mêmes intérêts.

La classe ouvrière est surtout une force capable de bâtir un monde nouveau. Si les travailleurs accèdent à la conscience de leur destin commun en tant que classe ayant les mêmes intérêts, ils

pourront disposer d'un levier pour soulever toute la société et la transformer radicalement en détruisant le capitalisme. Dans les usines, les quartiers ou les familles, chaque ouvrier a autour de lui des dizaines, voire des centaines de prolétaires, de semi-prolétaires, de chômeurs, de journaliers faisant de petits boulots et aussi tout un peuple de petits artisans qui, unis, peuvent être autant de combattants pour la nouvelle société. Pour peu que la classe ouvrière mène son combat, elle peut devenir une force attrayante, attirante et prendre la tête de l'ensemble des pauvres contre toutes les forces réactionnaires, ethniques, religieuses ou autres.

Il n'y a pas un autre choix. Pour le futur, le prolétariat est le seul élément organisateur. Mais tout cela n'est ni spontané ni automatique. La classe ouvrière ne peut jouer le rôle qui est le sien et réorganiser la société de fond en comble que si elle en a l'ambition et si elle dispose des partis qui militent sur la base de ces idées et organisent des travailleurs autour.

**TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS**



**UNISSONS-NOUS !**

## CE QUE NOUS VOULONS

- Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.

- Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs de toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autres, qui prêchent toutes, la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.

- Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploités.

- Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.

- Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictatures qui oppriment nos peuples, pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.

- Mettre en place, au cours de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.

- Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne puisse le leur prendre.

- Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.